Le pouvoir aux travailleurs

24 NOVEMBRE 2018

N° 249

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Meeting des agents de la santé en grève

Éditorial

APRÈS LES AGENTS DE LA SANTÉ,
CE SONT LES ENSEIGNANTS QUI EXPRIMENT LEUR JUSTE COLÈRE
CONTRE L'ÉTAT-EMPLOYEUR Page 3

DARLING :
LES TRAVAILLEURS
DÉNONCENT UNE
EXPLOITATION SANS LIMITE Page 5

LE POISON DE L'ETHNISME
FAIT DES MORTS
À ZOUAN-HOUNIEN Page 9

FRANCE
INÉGALITÉS CRIANTES DE
TRAITEMENT ENTRE
ANCIENS COMBATTANTS Page 13-14

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
APRÈS LES AGENTS DE LA SANTÉ, CE SONT LES ENSEIGNANTS QUI EXPRIMENT LEUR JUSTE COLÈRE CONTRE L'ÉTAT-EMPLOYEUR ……..	3
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS:	
DARLING : LES TRAVAILLEURS DÉNONCENT UNE EXPLOITATION SANS LIMITE……	4
SIPROCHIM : RETOUR À L'ENVOYEUR ……..…….....	4 - 5
NUTRI : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LE JEU DE DUPE…….....	5
COPACI : L'UNION DES TRAVAILLEURS PERMET D'ARRACHER QUELQUES CONCESSIONS AU PATRON …….	5 - 6
UN OUVRIER TUÉ SUR UN CHANTIER AU PORT : LE MÉPRIS DES PATRONS DE CIM IVOIRE ……..	6
LEUR SOCIETE:	
LE POISON DE L'ETHNISME FAIT DES MORTS À ZOUAN-HOUNIEN ….....	7
PAROLES DE … MINISTRE ! ……..	7 - 8
LA SANTÉ DES PAUVRES N'EST PAS LEUR AFFAIRE !.....……	8
QUAND CES GENS-LA PARLENT D'URBANISME ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PAUVRES ……..……...	8
UNE « *ARMÉE DE PROFESSIONNELS* » POUR QUOI FAIRE ? ……...	9
MINES D'OR : LE PATRON ACHÈTE LES NOTABLES LOCAUX ……..	9
NOUVEAUX CAMIONS POUR LE RAMASSAGE D'ORDURES ? …….	9 - 10
CINQ MILLIONS DE PERSONNES SANS ACCÈS AUX TOILETTES ? …….	10
UN BOUC NE PEUT PAS DONNER DU LAIT ! ……...	10 - 11
TOUMODI : LES ÉLÈVES DU LYCÉE MODERNE FONT LA GRÈVE POUR AVOIR DES BANCS DE CLASSE …….	11
LES ÉTUDES SUPÉRIEURES, C'EST POUR LES ENFANTS DES RICHES SEULEMENT ? ……..	11 - 12
LES HÔPITAUX PUBLICS, CES MOUROIR POUR PAUVRES ! ……..	12
INTERNATIONAL :	
FRANCE INÉGALITÉS CRIANTES DE TRAITEMENT ENTRE ANCIENS COMBATTANTS ……	13

E d i t o r i a l

APRÈS LES AGENTS DE LA SANTÉ, CE SONT LES ENSEIGNANTS QUI EXPRIMENT LEUR JUSTE COLÈRE CONTRE L'ÉTAT-EMPLOYEUR

Après les agents de la santé qui ont arrêté de travailler durant une semaine (du 05 au 10 novembre), ce sont les enseignants du primaire et du secondaire qui se sont mis en grève à partir du 21 novembre. Les revendications tournent autour des mêmes questions : celles du relèvement des salaires, le versement des primes et une meilleure prise en compte de leurs conditions de travail.

Le gouvernement a cru pouvoir intimider les agents de la santé en procédant à l'arrestation de deux d'entre eux mais cela n'a fait que renforcer leur combativité. N'ayant pas réussi à faire reprendre le travail en brandissant le bâton, il a dû faire marche arrière en libérant les deux personnes arrêtées pour prôner ensuite le « *dialogue et l'apaisement* ».

Les dirigeants de la « *Coordination* » de 12 syndicats de la Santé impliqués dans le mouvement, n'attendaient que cela. Ils ont sauté sur la proposition gouvernementale de « *s'assoir autour d'une table* » et appelé à la reprise du travail avant même d'avoir obtenu quelque chose de concret sur les revendications de la base. De nombreux grévistes ont protesté contre cette capitulation et ont déclaré qu'il fallait maintenir le mot d'ordre de grève y compris pendant les séances de négociation avec le gouvernement.

Mais les dirigeants de la Coordination ont préféré leurs intérêts de boutiques plutôt que de tenir compte des aspirations des grévistes. Par démagogie, ils ont déclaré que s'ils n'obtenaient pas satisfaction dans un délai de 15 jours, ils allaient reprendre le mouvement. Mais la grève ne se décrète pas par un claquement de doigt. En agissant de la sorte, ils n'ont fait que casser le mouvement de grève. Ils vont peut-être obtenir quelques subsides pour service rendu à l'Etat mais les agents de santé eux, risquent d'être les laissés-pour-compte.

Pour ce qui est de la grève des enseignants, le ministre de Fonction publique a déjà déclaré qu'elle était illégale à cause du fait que certaines centrales syndicales avaient signé le « *protocole de la trêve sociale* » en août 2017, selon lequel ils s'engageaient à ne pas appeler à la grève durant une période de cinq ans. À la menace de poursuite judiciaire à l'encontre des grévistes, le ministre de la Fonction publique a ajouté celle du retrait sur salaire des journées de grève.

Mais la signature des bureaucrates syndicaux n'engage qu'eux-mêmes, pas les petits salariés de la fonction publique qu'ils prétendent représenter. Quand est-ce que ces signataires ont demandé l'avis des agents de la Santé, des enseignants et de nombreux autres petits employés qui, bien que travaillant pour l'Etat ne bénéficient pas du statut de fonctionnaire ?

Alors, illégale ou pas, la grève actuelle des enseignants est légitime, tout comme celle des agents de la Santé qui, bien qu'ayant repris le travail, n'ont pas encore dit leur dernier mot. Leur grève est légitime car ils sont tous victimes des bas salaires alors que le coût de la vie ne cesse de grimper. C'est la même situation qui frappe les travailleurs du secteur privé, c'est le même combat contre la dégradation de nos conditions d'existence.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : LES TRAVAILLEURS DÉNONCENT UNE EXPLOITATION SANS LIMITE

Darling est une entreprise de fabrication de mèches de cheveux artificielles située à la zone industrielle de Yopougon. Dans cette usine, les conditions de travail sont exécrables. Voici le témoignage d'un travailleur :

« *Nous travaillons à Darling dans de mauvaises conditions. Nous sommes sujets à toute sorte d'abus de la part du patron. D'abord le matin on nous dit que le travail commence à 7h30. Mais dès 7H10, le patron fait fermer le portail. Si tu arrives après cette heure, on te coupe une heure à 500F et tu es malgré tout tenu de faire la production exigée. Dans certaines sections, nous manipulons de la colle forte à longueur de journée. Nous respirons ça sans protection. Beaucoup travaillent assis sur des sièges sans dossier toute la journée. Il y a des problèmes de dos. Mais le patron n'en a cure. Nous n'avons pas de chaussures de sécurité.*

Le quota de production journalier ne cesse d'augmenter alors que notre salaire est toujours le même. Le patron fixe un quota de production. On s'efforce de l'atteindre. Souvent, on se prive de nourriture et parfois, on reste même après l'heure de descente. Lorsqu'on arrive à l'atteindre, le patron pousse encore le bouchon un peu plus loin. Ainsi en l'espace de quelques années, la production a atteint des records que la plupart des anciens n'arrivent plus à suivre. Certains auraient dû déjà jeter l'éponge depuis longtemps s'ils avaient le choix.

Dans certaines sections, à 30 minutes de la fin de l'heure, le patron ferme les toilettes. Interdit d'aller faire ses besoins, comme si les besoins d'un être humain lui téléphonaient longtemps en avance avant d'arriver. Dans d'autres sections, il y a une heure pour boire de l'eau, il y a une heure pour aller aux toilettes, … comme si nous étions des robots.

Pendant longtemps, le patron a ainsi fait la pluie et le beau temps. Aujourd'hui, nous refusons cet esclavage qui ne dit pas son nom. »

SIPROCHIM : RETOUR À L'ENVOYEUR

Les travailleurs de Siprochim ont marqué récemment un coup de colère contre les salaires payés au rabais. Cette entreprise est basée dans la zone industrielle de Yopougon et fabrique des produits chimiques à usage domestique tels que de l'eau de javel, les poudres à laver et autres produits détergents ainsi que des produits alimentaires, tels que la mayonnaise, les cubes d'assaisonnement, etc.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Tout a commencé lorsque le patron a eu la malencontreuse idée de renvoyer l'un de leurs collègues. Et là, il est tombé sur un os car ce dernier ne s'est pas laissé faire. Il a poursuivi l'affaire jusqu'au tribunal. Au terme de la procédure, le patron a été condamné à payer des dommages et intérêts. Mais surtout les travailleurs ont découvert qu'ils étaient payés en deçà du barème normal depuis plusieurs années. Du coup, la colère est montée d'un cran à l'usine. Devant cette mobilisation spontanée, le patron a vite fait de reculer, et promet de régulariser la situation dès la fin du mois.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils savent que la parole d'un patron ne vaut pas grand-chose. Ils attendent de voir cela sur les fiches de paie à la fin du mois.

NUTRI : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LE JEU DE DUPE

Depuis un certain temps, les travailleurs journaliers de Nutri, une entreprise de la zone industrielle de Yopougon, fabriquant des produits alimentaires, s'organisent pour réclamer des embauches, des augmentations de salaire et la déclaration à la CNPS.

En effet, nombreux sont les travailleurs qui ont plusieurs années à leur actif mais qui restent journaliers. Aujourd'hui, ils refusent cet état de fait et veulent des embauches définitives car cela devrait être le cas depuis longtemps.

Le patron, voyant la mobilisation monter et sachant qu'au bout du compte il sera obligé de lâcher du lest, a décidé de faire signer de contrats de 6 mois aux travailleurs en arguant qu'il était soi-disant en train de régler le problème. La plupart des travailleurs concernés ne se sont pas laissé distraire par ces paroles. Ils savent que c'est un piège et que signer un tel papier les ramènerait définitivement à la situation de journalier. Ils ont refusé de signer ces contrats bidon. Ils ne signeront qu'un contrat d'embauche en bonne et due forme.

COPACI : L'UNION DES TRAVAILLEURS PERMET D'ARRACHER QUELQUES CONCESSIONS AU PATRON

Copaci est une entreprise de cosmétique située à la zone industrielle de Yopougon. Les salaires sont payés au rabais. La sécurité au travail laisse à désirer. Il n'y a pas d'assurance maladie. De plus, les travailleurs doivent faire face au mépris constant des chefs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont compris que s'ils ne faisaient rien, tout resterait en l'état. Alors ils ont commencé à s'organiser autour de plusieurs revendications comme, l'augmentation de salaire, l'amélioration des conditions de sécurité à l'usine, l'assurance maladie, le respect et la dignité.

Voyant la mobilisation monter et conscient que s'il ne concédait rien la colère finirait par lui exploser en plein visage, le patron a vite fait de baisser le ton.

Ainsi, récemment, les travailleurs ont obtenu une augmentation de 10% sur leur salaire, des chaussures de sécurité et l'engagement du patron de les respecter désormais.

Les travailleurs ont réussi à arracher quelques concessions au patron, mais ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Ils ont fait l'expérience que seuls face à un patron, ils ne sont rien mais qu'ensemble ils peuvent le faire plier.

UN OUVRIER TUÉ SUR UN CHANTIER AU PORT : LE MÉPRIS DES PATRONS DE CIM IVOIRE

Le lundi 12 novembre, un jeune ouvrier qui travaillait sur le chantier de construction de la nouvelle cimenterie, Cim Ivoire situé au port autonome d'Abidjan, a eu un accident mortel. Il avait en charge la mise en place des échafaudages métalliques autour du bâtiment en construction. C'est en faisant ce travail avec deux autres collègues que l'accident est survenu.

Ils ont mis en place une première colonne d'échafaudage. Ils devaient installer une deuxième colonne et fixer l'ensemble de la structure autour du bâtiment. Arrivé à un certain niveau, le premier échafaudage a commencé à balancer dangereusement. Ses deux collègues ont pu se dégager et se mettre à l'abri. Mais lui n'a pas pu décrocher son harnais à temps et a été assommé par les barres de fer qui ont commencé à tomber de l'échafaudage. Il a eu une blessure mortelle et a commencé à saigner abondamment.

Il était accroché à une hauteur élevée et ces collègues, impuissants face à une telle situation, n'ont pas pu lui venir en aide. La direction du chantier et de la cimenterie qui pouvaient faire venir les secours ne l'ont pas fait. L'accident a eu lieu à 9 heures et c'est autour de 22 heures qu'une grue est arrivée sur le chantier pour enfin faire descendre le corps du travailleur. La vie d'un travailleur n'a aucune valeur pour les bourgeois que les exploitent.

L E U R S O C I E T E

LE POISON DE L'ETHNISME FAIT DES MORTS À ZOUAN-HOUNIEN

La localité de Zouan-Hounien, dans l'ouest montagneux de la Côte d'Ivoire, a été le théâtre de violence entre Malinké et Yacouba, dans la journée du mercredi 21 novembre 2018.

Le weekend de la semaine précédente, un élève d'ethnie Yacouba serait mort des suites d'une bastonnade infligée par des jeunes Malinkés. En représailles donc, des élèves d'ethnie Yacouba se sont attaqués au commerce et aux biens des Malinkés. Le bilan fait état de 4 morts dont un enfant brulé vif et de plus de 50 blessés. Le marché de la ville, l'unique pharmacie et des véhicules ont été pillés, saccagés et mis à feu.

En temps normal, une bagarre entre jeunes est un fait divers. Parfois, quand il y a mort d'homme, c'est une affaire de police ou de règlement à l'amiable, par un palabre communautaire. Mais avec la situation du pays, de plus en plus, la moindre altercation prend vite une allure d'affrontements intercommunautaires. Il y a quelques mois de cela à Yopougon, une querelle entre deux gamins avait également dégénéré en affrontement entre ethnies.

Les élections municipales et régionales viennent de se tenir et les contentieux pour certains ne sont pas encore vidés. Quel poison a été inoculé pendant cette période ? On sait que les protagonistes n'ont pour seul programme que l'ethnisme, le régionalisme, la religion ou la xénophobie. Des personnes d'autres village, région, religion ou pays sont présentés comme des ennemies. Et cette situation ne va point s'améliorer avec les élections présidentielles qui approchent.

Aujourd'hui, tous ces élus rappliquent dans la région, l'air offusqués, pour jouer les pompiers et les rassembleurs. Mais ce sont eux qui sèment et entretiennent ce poison pour des besoins électoraux.

PAROLES DE … MINISTRE !

Abobo-Bokabo, un bas quartier d'Abobo, était impraticable au début du mois de novembre suite aux inondations provoquées par de fortes pluies. Autant dire que c'est le lot quotidien des habitants de ce quartier, où les véhicules passent seulement à de rares endroits, où même les piétons peinent à trouver quelques fois leur chemin.

Le maire nouvellement élu d'Abobo, le VIP Hamed Bakayoko, puissant ministre du gouvernement actuel, s'est senti obligé de venir salir ses belles chaussures dans la boue.

L E U R S O C I E T E

Comme tous ses prédécesseurs, il a fait l'étonné quand le service technique lui a fait comprendre que sur 22 bassins d'orage prévus, seuls 11 ont été aménagés. Où est parti l'argent des 11 autres ?

Il a déplorée cette situation, comme ses prédécesseurs. Il a promis l'aménagement des bassins d'orage supplémentaires, comme ses prédécesseurs. Au suivant !

LA SANTÉ DES PAUVRES N'EST PAS LEUR AFFAIRE !

Lors d'une conférence sur le « *financement mondial* » qui s'est tenue à Oslo, en Norvège, et à laquelle il a participé, le Premier ministre a prétendu que son gouvernement s'engage à augmenter l'argent alloué aux hôpitaux publics de 15% tous les ans.

En tout cas, ce n'est pas ce que nous constatons ici. La preuve, est-ce que ce n'est pas avant de s'envoler à Oslo qu'il a emprisonné deux grévistes des hôpitaux qui, justement, réclament plus de moyens pour les hôpitaux publics ?

Il y a les discours d'un côté, et la réalité de l'autre

QUAND CES GENS-LA PARLENT D'URBANISME ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PAUVRES …

Lors d'une conférence de presse, le ministre Bruno Koné a dit que la ville d'Abidjan compte à elle seule « *100 quartiers précaires* ». « U*n plan de restructuration va débuter »* selon lui pour « *offrir des cadres de vie acceptables aux populations* ».

Dans un premier temps, 5 quartiers seront parait-il restructurés en 2019 : deux à Abobo, deux à Adjamé et un à Koumassi.

Les habitants de ces quartiers peuvent peut-être commencer à s'en méfier. Parce que dans la bouche de ces gens du pouvoir, « *restructurer* » un quartier pauvre, est-ce que cela ne veut pas dire chasser les habitants, détruire ces quartiers, pour ensuite les mettre à la disposition de ceux qui peuvent payer ? En tout cas, les pauvres ont déjà vu ce genre de restructuration !

L E U R S O C I E T E

UNE « *ARMÉE DE PROFESSIONNELS* » POUR QUOI FAIRE ?

Le ministre de la défense dit que la Côte d'ivoire va se doter d'une armée de professionnels. Qu'est-ce à dire ?

On dit que selon le « *standard mondial* » une armée devrait être composée de « *5% d'officiers, 25% de sous-officiers et de 70% de militaires de rang* ». En Côte d'ivoire, ces ratios sont respectivement de 6%, 53% et 41%. En un mot, il n'y a plus grand monde pour balayer les casernes ! De plus, la moyenne d'âge des militaires en Côte d'Ivoire est de 45 ans ! L'âge d'aller à la retraite !

Qui vont-ils envoyer pour taper sur les travailleurs en grève et la population en cas de révolte ou tout simplement pour déguerpir les habitants de bas-quartiers?

MINES D'OR : LE PATRON ACHÈTE LES NOTABLES LOCAUX

Selon le PDG de Rand-Gold, la compagnie qui exploite la mine d'or de Tongon, dans la région de Korhogo, la « *Côte d'Ivoire possède l'un des codes miniers les plus attractifs pour les investissements en Afrique* ».

Si c'est un PDG qui le dit, on ne peut que le croire. Ce n'est pas un hasard que les travailleurs de la mine de Tongon sont justement souvent en grève, les salaires et les conditions de travail sont tout sauf attractifs !

En tout cas, le capitaliste qui les exploite gagne manifestement assez d'argent sur le dos des travailleurs puisqu'il a fait construire des logements pour huit chefs de village, à hauteur de 30 millions de francs par logement.

Ce n'est pas de l'argent jeté par la fenêtre. Pour un patron, c'est toujours avantageux d'avoir avec lui la chefferie traditionnelle. Cela permet de faire pression sur les travailleurs en cas de grève.

NOUVEAUX CAMIONS POUR LE RAMASSAGE D'ORDURES ?

C'est avec beaucoup de publicités que les deux nouvelles sociétés retenues par le gouvernement pour ramasser les ordures dans le district d'Abidjan ont été présentées. On les a même vues parader à coups de klaxon dans les grandes avenues d'Abidjan. Eh oui, pour les capitalistes il y a du bon même dans les ordures !

L E U R S O C I E T E

Mais ce n'est pas pour autant que les ordures dans les quartiers pauvres d'Abidjan seront ramassées car ce qui intéresse avant tout les capitalistes c'est comment ramasser le plus d'argent.

CINQ MILLIONS DE PERSONNES SANS ACCÈS AUX TOILETTES ?

*

La ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne Ouloto, estime à cinq millions le nombre d'habitants qui n'ont pas accès à des toilettes dans ce pays et qui sont de ce fait obligés de faire dans la nature.

Ce ne sont pas seulement les populations qui n'en ont pas accès. Des milliers d'école n'en disposent pas. Et même dans celles qui en ont, les lieux sont le plus souvent impraticables, tellement dégradés et souvent sans eau et sans papier hygiénique.

Même en plein Abidjan, où poussent de nombreuses constructions, par exemple, les travailleurs n'ont pas accès à des toilettes et sont obligés de se débrouiller.

Faudrait-il qu'ils viennent faire leurs besoins jusque devant les ministères pour montrer à ces gens-là que ça urge ?

UN BOUC NE PEUT PAS DONNER DU LAIT !

La ministre Kandia Camara a exhorté la 41ème promotion d'officiers et de sous-officiers, sortis de l'école nationale de police, au nombre de 1271, « *d'exemplarité dans leur carrière* ». Ça fait rire !

Pour mémoire, il faut se souvenir de la tragédie vécue par un groupe de femmes qui avaient eu la mauvaise idée d'aller manifester non loin de cette école, il n'y a pas si longtemps. Elles ont été violées à l'intérieur de cette fameuse école où elles avaient été maintenues de force. Alors, en matière de « *valeur* », on fait peut-être mieux à l'école de la police !

Mais quand on sait aussi que le principal rôle de la police, c'est avant tout de réprimer les pauvres quand ils se révoltent contre l'exploitation capitaliste et les injustices qu'ils subissent, qu'attendre d'autres de sa part sinon de la brutalité anti-pauvre !

Et quand il n'y a pas de pauvres sur qui frapper, on voit certains policiers passer leur temps planqués aux coins des rues pour racketter les automobilistes, les motocyclistes et mêmes les passants dans les quartiers pauvres.

L E U R S O C I E T E

Les mauvaises langues disent que tous ceux-là sont « *obligés* » de racketter pour rembourser l'argent qu'ils ont dû emprunter pour pouvoir accéder à cette école.

Alors, cette ministre peut toujours faire de beaux discours. Ca ne gâte pas, comme disait l'autre !

TOUMODI : LES ÉLÈVES DU LYCÉE MODERNE FONT LA GRÈVE POUR AVOIR DES BANCS DE CLASSE

Début novembre, les élèves du lycée moderne de Toumodi se sont mis en grève pour réclamer plus d'équipements dans leur établissement.

En plus du déficit d'enseignants et de matériel didactique, l'établissement manque aussi de tables-bancs. Les élèves s'asseyent à 3 par banc et certains, faute de places assises, ne peuvent pas suivre les cours.

C'est après plusieurs jours de mouvement des élèves que l'établissement a reçu un lot de 200 bancs. Les cours ont donc repris depuis le 5 novembre, mais les problèmes ne sont résolus qu'à moitié.

Dans la seule région du Kabadougou (région d'Odienné), de l'aveu même du DRH de la direction régionale de l'enseignement, il y aurait 136 enseignants qui manquent dans 15 établissements d'enseignement secondaire public. Les élèves manquent de professeurs de français, de mathématiques, et d'histoire-géographie. C'est à se demander quel genre de formation est donné aux élèves. Là aussi, les autorités attendent peut-être que les élèves se mettent en grève pour les faire bouger.

LES ÉTUDES SUPÉRIEURES, C'EST POUR LES ENFANTS DES RICHES SEULEMENT ?

Suite aux nombreuses plaintes des parents d'élève face aux couts de plus en plus exorbitant des frais d'inscription dans les grandes écoles privées, le gouvernement a décidé d' « *harmoniser* » ces coûts pour les étudiants affectés. Il a fixé ce coût à 85000.

Un gouvernement qui fixe un tel tarif rien que pour des frais d'inscription qui devraient être pris en charge par l'état, c'est un gouvernement qui se fiche éperdument des parents d'élèves à petit revenu qui sont les plus nombreux dans le pays.

L E U R S O C I E T E

Comment comprendre que dans un pays où le salaire minimum est fixé à 60.000F, on puisse mettre des frais d'inscription à 85 000F. Ceci montre l'irresponsabilité d'un état qui fait de l'éducation des jeunes issus des classes pauvres le dernier de ces soucis.

LES HÔPITAUX PUBLICS, CES MOUROIR POUR PAUVRES !

La grève des personnels de santé a mis en éclairage le piteux état dans lequel se trouvent aujourd'hui les hôpitaux publics. Et pourtant, le gouvernement ne manque pas une occasion pour faire croire qu'il fait de la santé des populations sa priorité.

Au CHU de Cocody, considéré comme le fleuron des hôpitaux publics, l'eau ne monte même plus à tous les étages. Les malades hospitalisés à ces étages doivent venir chercher de l'eau dans les étages inférieurs pour leurs besoins. Le bloc opératoire est fermé depuis des mois.

Au CHU de Yopougon, rien qu'à voir la crasse sur les bâtiments, on n'a pas besoin d'y entrer pour se rendre compte de l'état de dégradation. Ici aussi, il y a continuellement des problèmes d'approvisionnement en eau potable. L'hôpital se fait livrer de l'eau par des camions citerne. Les urgences sont tout le temps bondées.

Dans les hôpitaux publics, il manque de tout. Personnel, médicaments de première nécessité, lits d'hospitalisation. Il n'est pas rare de trouver des malades couchés à même le sol.

Face aux agents de la santé qui ne demandent que des améliorations de leurs conditions salariales et de meilleurs conditions de travail pour être à mesure de prodiguer des soins de meilleure qualité, durant leur grève, la tutelle les a accusé de laisser mourir les malades. Par ces dires, ce ministre affiche son cynisme, lui qui est incapable de dégager le budget nécessaire pour mettre à niveau ces hôpitaux qui sont devenus en réalité des mouroirs pour pauvres.

Les riches et leurs familles n'ont pas à s'inquiéter de cette situation catastrophique, puisqu'ils ont les moyens de se soigner dans les grandes cliniques ou à l'étranger.

FRANCE
INÉGALITÉS CRIANTES DE TRAITEMENT ENTRE ANCIENS COMBATTANTS

À l'occasion du centenaire de la fin de la Première Guerre Mondiale, les médias ont parlé de la situation des anciens combattants africains des deux grandes guerres. Macron a même inauguré un monument dédié à la mémoire de ces anciens combattants venus des colonies, histoire de dire qu'ils n'étaient pas les grands oubliés de la guerre.

Les "*tirailleurs sénégalais*" étaient recrutés dans toute l'Afrique noire. Le terme "*sénégalais*" leur était donné du fait que le premier régiment de cette armée coloniale fut créé au Sénégal en 1857, par un décret de Napoléon III. Les soldats noirs étaient d'anciens esclaves recrutés au XVIIIe siècle, pour assurer la sécurité des navires de la Compagnie générale des Indes qui commerçait avec l'Afrique. Ils participaient aux guerres coloniales menées par la France.

En Afrique noire, le recrutement s'est fait au prix de fausses promesses mais aussi par la force brutale dans des conditions épouvantables, avec rafles et véritables chasses à l'homme, avec parfois la complicité des chefs de villages. Il y a eu des résistances comme en Haute-Volta (actuel Burkina) en novembre 1915, au Dahomey (actuel Benin) en 1916-1917.

Pendant la grande guerre (14-18), "*tirailleurs sénégalais*" et soldats français combattaient côte à côte dans les tranchées : aux Dardanelles, au Chemin des dames, à Verdun ou la Somme. C'était des compagnons d'armes. Tous avaient servi sous le même drapeau. Mais la France coloniale ne traitait pas les soldats africains de la même manière qu'elle traitait les soldats français.

Pendant la guerre, les Généraux plaçaient souvent les "*tirailleurs sénégalais*" en première ligne, ce que dénonçaient certains parlementaires dont le député sénégalais Diagne à l'assemblée ; le socialiste Jean Jaurès déplorait le fait « *de les jeter d'emblée, par grandes masses, au premier rang de vos troupes européennes*» ; les corvées dans les camps étaient généralement réservées aux soldats africains, etc.

À la fin de la guerre, «*les tirailleurs sénégalais* » qui avaient échappé à la boucherie rentraient chez eux, pauvres, affaiblis ou meurtris. La plupart ne recevaient aucune pension jusqu'à leur mort. La minorité qui a eu la chance d'en bénéficier ne touchait qu'une pension misérable, cinq fois moins qu'un ancien soldat français. Une injustice criante que les autorités françaises essaient tardivement de réduire. Mais entretemps, beaucoup sont morts tandis que les survivants réclament un rattrapage des sommes amputées.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.